

LA MISE A NIVEAU DES PME : QUELS RESULTATS ?

Nassima **BOURI***
Ahmed **BOUYACOUB****

Received 30/05/2018 Accepted: 10/10/2019 / Publication: 30/12/2019
Corresponding author: nassimabouri@rocketmail.com

RÉSUMÉ

Ce travail se propose comme objet d'étudier la problématique des programmes de mise à niveau et leur rôle à aider les entreprises algériennes à assurer leur conversion et leur adaptation aux exigences de la compétitivité. Pour ce faire, une investigation empirique tente d'offrir des évidences opérationnelles dans cette voie, en se focalisant sur le secteur des « Industries Manufacturières ». Ainsi, le champ spatial de cette étude couvre un groupe composé de 20 PME Oraïnes bénéficiaires du programme EDPME, dont les situations sont présentées avant et après la mise en place du programme de mise niveau (2005 et 2009). Les résultats montrent que la mise à niveau menée en Algérie ne répond nullement aux exigences vérifiées, et que les objectifs visés n'ont pas été atteints. En effet, ces entreprises éprouvent d'énormes difficultés à survivre et à réaliser une compétitivité continue. Un test de Student confirme largement ces résultats.

MOTS-CLÉS :

Compétitivité, mise à niveau, Programme ED PME, PME d'ORAN, test de Student.

JEL CLASSIFICATION : D41- J53 -C61- L32-C12.

* Maître de Conférences-A- Université d'Oran 2.

** Professeur - Université d'Oran 2. abouyacoub@yahoo.fr

SME UPGRADE : WHAT RESULTS ?

ABSTRACT

The present report suggests studying the problem of a "programs of Upgrade "and their roll to help the Algerians companies to assure their conversion and their adaptation the requirements of the competitiveness. To do it, an empirical investigation tries to offer operational evidences in this way, by focusing on the sector of "Manufacturing industries", which the spatial field of this study covers a group consisted of 20 SME profitable Inhabitants of Oran of the program EDSME, shared according to two different states, so presenting their situations before and after the implementation of the program of stake level (on 2005 and 2009). However, and apparently, the results show that the upgrade led in Algeria answers by no means the verified requirements, and that the aimed objectives were not reached. Indeed, these companies try enormous difficulties surviving and to realize competitiveness continues. Student test confirms widely these results.

KEYWORDS:

Competitiveness, Upgrade, Program EDSME, ORAN SME, Student Test.

JEL CLASSIFICATION : D41- J53 -C61- L32-C12.

تأهيل المؤسسات الصغيرة : أي نتائج؟

ملخص

هذا العمل يهدف إلى دراسة إشكالية برامج إعادة تأهيل المؤسسات و دورهم في ضمان تطورها و تأقلمها مع متطلبات التنافسية. و لهذا دراسة تطبيقية تحاول تقديم نتائج عملية في هذا الخصوص بالتركيز على " قطاع الصناعة" اعتمادا على مجموعة متكونة من 20 مؤسسة صغيرة و متوسطة تنتمي إلى ولاية وهران متحصلة على دعم البرنامج الأوروبي لتطوير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة, حيث أن المعطيات الاقتصادية لهذه الأخيرة مقسمة على مرحلتين : قبل و بعد تطبيق البرنامج (2005 و 2009). لكن النتائج المتحصل عليها تثبت أن إعادة التأهيل المطبقة في الجزائر لا تستجيب إل المطالب المسطرة , و لم تحقق الأهداف المرجوة. و بالتالي, هذه المؤسسات تعاني من عدة صعوبات لتحقيق تنافسية مستمرة. تحليل " ستودنت " يؤكد هذه النتائج .

كلمات مفتاحية:

التنافسية، إعادة التأهيل، البرنامج الأوروبي لتطوير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة، المؤسسة الصغيرة و المتوسطة بوهران، تحليل " ستودنت . "

تصنيف جال : C12, L32, C61, J53, D41

INTRODUCTION

Étant donné l'importance croissante envers les politiques d'appui à la PME/PMI³ algérienne en matière d'encadrement institutionnel, de réglementation et des aides publiques, et à la lumière des études documentaires en faisant un détour par la littérature produite sur les programmes de mise à niveau destinés à booster leur compétitivité, le présent travail se propose comme objet de traiter la nature et l'ampleur de la mise à niveau des PME algériennes qui révèle des différences sensibles dans le cadre du développement économique, parfois très éloignées, ce qui invite d'esquisser une analyse afin d'étudier leur contribution dans l'amélioration de la compétitivité industrielle des PME algériennes.

Notre problématique s'articule notamment sur la mise en œuvre des différentes pratiques des programmes de mise à niveau, auxquelles les petites et moyennes entreprises industrielles algériennes ont recours de manière importante. Et à la faveur de la limpidité du développement remarquable des PME algériennes notamment celles qui concernent le secteur des Industries manufacturières, nous avons entrepris notre enquête à un groupe de petites et moyennes entreprises de la Wilaya d'Oran bénéficiaires du programme Euro Développement PME (EDPME). Et par conséquent, la question principale qui est mise en pleine lumière au cœur de notre étude pourrait être formulée de la façon suivante : *le programme Euro-Développement des PME (EDPME) mis en œuvre par le pouvoir gouvernemental algérien avec l'aide de l'Union européenne (UE), est-il capable de promouvoir la compétitivité de la PME algérienne ?* L'hypothèse principale guidant notre travail découle logiquement : la compétitivité moyenne des entreprises d'un secteur donné après la finalisation de

³ PME/PMI : Petite et Moyenne Entreprise/ Petite et Moyenne Industrie.

leur plan de mise à niveau est supérieure à leur compétitivité sans mise à niveau.

Sur le plan méthodologique, notre travail est subdivisé en trois parties ; la première présente le cadre théorique, et traite les différents aspects théoriques relatifs au sujet, dont les développements théoriques sont agencés selon une démarche ayant pour objectif d'apporter, à partir de la littérature en la matière, des éléments de réflexion nous permettant de déboucher sur une tentative de réponse à la question principale posée. La deuxième partie présente un exposé sur les fondements des différents programmes de mise à niveau autant qu'une réponse à la fragilisation du tissu économique et une action à l'amélioration des capacités des PME.

La troisième et dernière partie consiste en une réponse empirique à la question principale s'interrogeant sur l'impact des programmes de mise à niveau sur le renforcement de la compétitivité d'un groupe de PME oranaises du 'secteur des Industries manufacturières' bénéficiaires du programme ED PME, sur lesquelles nous avons effectué notre enquête.

1. COMPETITIVITE ET MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES : ÉLEMENTS DE THEORIES

1.1. Le concept de compétitivité

La notion de compétitivité est sensiblement complexe. Elle présente une réponse aux riches perspectives traversées au cœur du fonctionnement de l'économie, ainsi qu'une traduction des structures industrielles dans un monde globalisé.

En effet, une approche *unidimensionnelle* a été représentée en parallèle par les travaux du Boston Consulting Group, qui a démontré la pertinence du concept d'entreprise compétitive en soulignant des statistiques à l'appui, le rôle des gains d'expérience dans la diminution des coûts et le partage du marché entre concurrents (BCG [1968]). Les tenants de cette approche stipulent que : dans un milieu concurrentiel,

l'entreprise compétitive est celle qui a les coûts les plus bas, c'est-à-dire celle qui a su parvenir à l'utilisation la plus efficace des facteurs pour des coûts de facteurs équivalents, et ce par le biais de l'expérience.

Toutefois, la majorité des recherches de cette approche tendait à attribuer les raisons du succès à une source particulière et expliquait la compétitivité de certaines entreprises par un seul facteur. C'est ce qui est inscrit autour de ses critiques ; en premier lieu, par sa vision réductrice de la compétitivité au seul domaine des coûts, alors que la concurrence telle qu'elle est vécue par les entreprises peut se baser entre autres sur la qualité du produit, l'image de marque, les facilités de paiement, ainsi, par sa fausse interprétation des coûts puisqu'elle analyse d'une manière séquentielle les coûts des différentes activités, sans percevoir les liaisons entre les activités qui peuvent influencer sur les coûts.

En revanche, l'éclaircissement multicritère est le plus adapté pour cerner un phénomène aussi complexe et ambigu que la compétitivité, ce type de démarche s'apparente à l'analyse systémique, celle consacrée par le cadre d'analyse Porterienne [1986] qui a présenté l'explication de la compétitivité, en se basant sur trois apports majeurs interdépendants, qui sont : les cinq forces concurrentielles, la chaîne de valeur, et le Diamant. Ainsi, 'les cinq forces de la concurrence concernent l'analyse de la structure concurrentielle d'une industrie, la chaîne de valeur permet une meilleure compréhension de l'avantage concurrentiel d'une entreprise au sein d'une industrie, alors que le diamant analyse les ingrédients de la réussite concurrentielle internationale d'un pays ou d'une région, afin de déterminer de quelle manière la localisation géographique des activités d'une firme influe sur sa performance' (Porter. M [2007]).

Fréquemment employée par les économistes, la notion a été initialement définie et appréhendée au niveau de l'entreprise, puis

transposée au plan macroéconomique, au niveau d'un secteur d'activité ou d'un pays' (Mucchielli. Jean-Louis [2002]). C'est ce qui exprime que l'étude de la compétitivité est à tous les niveaux. Nous nous intéressons dans notre propos, plus directement à la compétitivité des entreprises, et voici quelques définitions :

Pour Mucchielli. Jean-Louis [2002], 'le terme compétitivité, dont l'origine latine (*competere*) évoque l'idée de 'rechercher ensemble', mais aussi celle de 'se rencontrer en un même point', désigne l'aptitude à affronter des situations de concurrence et à rivaliser avec autrui'. Il considère, en effet, que la compétitivité d'une entreprise représente ses performances à long terme, sa croissance, selon trois critères : prix, qualité, coût. Ainsi, une entreprise dite compétitive si elle obtient des résultats supérieurs à la moyenne. Au-delà des critères traditionnels, les déterminants de la compétitivité s'étendent aux domaines du management, du marketing, du design, etc. L'auteur précise que l'examen des forces et des faiblesses de l'entreprise comparée aux meilleures du secteur permet de prendre comme références les pratiques les plus performantes (*benchmarking*).

Ainsi, Martinet [1984] a défini la compétitivité comme étant 'L'aptitude à soutenir durablement la concurrence : l'entreprise compétitive possède un ensemble de capacités qui l'autorisent, selon le cas, à entrer, se maintenir ou se développer dans un champ concurrentiel constitué par l'ensemble des forces traversant son environnement, et susceptibles de s'opposer à ses objectifs, ses projets et ses opérations'.

Dans ce contexte, il faut noter que la compétitivité est ainsi la préoccupation de différents organismes internationaux, à savoir : l'observatoire de la compétitivité [2004] : 'La capacité d'une entreprise à accroître ses parts de marché dans un environnement concurrentiel, et ce, tout sur le plan national qu'international', et 'La capacité

immédiate et future, et l'opportunité, pour les entrepreneurs d'utiliser globalement les ressources (des pays) pour déterminer les caractéristiques de prix et de qualité de leurs biens plus attractifs que celles de ses compétiteurs étrangers et domestiques.', d'après (World Economic Forum, [1991]).

1.2. La mise à niveau

La notion de mise à niveau (qui repose sur deux idées principales : le progrès et l'étalonnage) est très controversée, pour certains, c'est une mission impossible, pour d'autres c'est une notion réductrice, pour d'autres encore c'est une notion floue dont les contours ne sont pas encore précisés (Azouaou. L, Belouard. N. [2010]). En revanche, malgré cela plusieurs définitions sont présentées pour éclairer le concept :

Ainsi, selon les économistes de l'ONUDI⁴ [2002] la mise à niveau est "une grande dynamique de conceptions et de réalisations de grandes mutations dans un environnement global. En effet, la mise à niveau a pour objectifs de soutenir la dynamique de restructuration, de compétitivité, d'intégration et de croissance des industries et de l'emploi, et de faciliter l'accès au marché international dans le contexte du processus de libéralisation et d'ouverture de l'économie »⁵. Pour d'autres, la mise à niveau est définie comme : « l'action d'amélioration des performances de l'entreprise (production et croissance) et de sa compétitivité pour lui permettre de se battre efficacement dans son nouveau champ concurrentiel, de s'y maintenir et d'y croître » (Hamdane. S. [2001]).

⁴ (ONUDI) : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel.

⁵ ONUDI, « Guide méthodologique : restructuration, mise à niveau et compétitivité industrielle », (document a été rédigé par Dhaoui. Mohamed Lamine), Vienne, 2002, P 7.

2. GENESE DES PROGRAMMES DE MISE A NIVEAU DES PME EN ALGERIE

2.1. Définition de la PME en Algérie

L'absence de définition reconnue des différents types d'entreprises jusqu'à un passé récent rend l'inventaire des PME algériennes (assimilées indifféremment ⁶) approximatif. Néanmoins, après l'application de la définition de la PME retenue par l'Union européenne en 1996 et qui a fait l'objet d'une recommandation à l'ensemble des pays membres, il est à rappeler en effet que l'Algérie a adopté la Charte de Bologne en juin 2000⁷ sur la définition européenne des PME. Cette définition est fondée sur trois critères : les effectifs, le chiffre d'affaires et l'indépendance de l'entreprise. En donnant une configuration claire de la PME algérienne, la loi N° 01-18 du 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la Petite et Moyenne Entreprise stipule que : « La PME est définie, quel que soit son statut juridique, comme étant une entreprise de production de biens et/ou de services qui se caractérise par ⁸:

- Employant une (1) à (250) personnes,
- Dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 2 milliards de Dinars ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 500 millions de Dinars,
- Et qui respecte les critères d'indépendance ».

Selon les articles : 5, 6 et 7 du chapitre II, le journal officiel a introduit des éléments de précision d'ordre pratique en le subdivisant en trois catégories ;

⁶ Micro-entreprises, petites entreprises et moyennes entreprises.

⁷ Bouyacoub. A, « Les PME en Algérie : dynamisme et limites institutionnelles. De la gouvernance des PME-PMI. Regards croisés France – Algérie ». Edition L'Harmattan, 2006. pp. 113- 127.

⁸ Le journal Officiel de la République Algérienne N° 77 du 15 Décembre 2001, Chapitre II, Article 4.

- La moyenne entreprise est définie comme une entreprise employant 50 à 250 personnes et dont le chiffre d'affaires est compris entre 200 millions et 2 milliards de Dinars ou dont le total du bilan annuel est compris entre 100 et 500 millions de Dinars (l'article 5).
- La petite entreprise est définie comme une entreprise employant de 10 à 49 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 200 millions de Dinars ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 100 millions de Dinars (l'article 6).
- La très petite entreprise (TPE), ou micro entreprise est une entreprise employant de 1 à 9 employés et réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 20 millions de Dinars ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions de Dinars (l'article 7).

2. 2. Évolution des PME en Algérie

La PME algérienne ne cesse de prendre son essor. Ce secteur a réalisé des progrès considérables ces dernières années, ce dont témoigne sa création ainsi que la progression régulière de sa part dans les principaux indicateurs économiques. D'après une étude effectuée par Bouyacoub [2003] présentant un cumulé de créations d'entreprises entre 1962 et 2000 (en pourcentage) le secteur de PME apparaît de création très récente. Dans ce cadre, l'auteur a relevé que le nombre annuel de créations de PME était largement inférieur à 1 000 par an avant 1990, et atteint presque 3 000 en 1991 et dépasse les 5 000 en 1994.

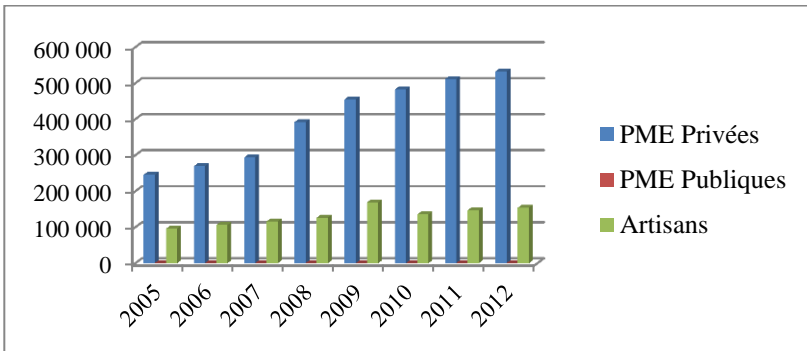
Ainsi, selon l'étude réalisée par Melbouci 2006] ; près de 60 % des PME en existence en 2000 avaient été créées après 1994, soit après l'adoption en 1993 (octobre 1993) du nouveau code des investissements, et après l'entrée en vigueur l'année suivante du programme d'ajustement structurel (mai 1994). En effet, les tableaux ci-dessous présentent et clarifient l'évolution annuelle du nombre de PME, ainsi des artisans durant la période [2005- 2012] :

Tableau (1) : Évolution des PME en Algérie [2005-2008]

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PME privées	245 842	269 806	293 946	392 013	455 398	482 892	511 856	532 702
PME publiques	874	739	666	626	591	557	572	561
Artisans	96 072	106 222	116 346	126 887	169 080	135 623	146 881	154 123
Total	342 788	376 767	410 959	519 526	625 069	619 072	659 309	687 386

Source : Synthèse effectuée à partir de données des Bulletins d'informations N°8, 10, 12,14, 16, du MPMEA, et 20, 21 du MIPMEPI, [2012].

Figure 1: La population des PME en Algérie [2005-2012]



Source : Figure établie à partir du tableau (1.).

À la fin du premier semestre 2012, le secteur des PME (privées et publiques) avait le lot de 533 263 entreprises, sur un nombre de 687 386 entreprises, ce qui représente 77,58 % du total. Il connaît une évolution positive par rapport à l'année 2011, dont il apparaît sur un nombre de 512 428, et semble suivre la même logique constatée durant la période [2005-2008], comme le tableau l'indique. Ainsi, à la fin de l'année 2008, ce secteur compte 392 639 entreprises, sur un nombre de

519526 entreprises, ce qui représente 75,57 % du total, ce qui représentait 75,57 % du total, alors qu'il enregistrait 294 612 en 2007, soit 71,69 % de la totalité recensée. En effet, à la fin du premier semestre 2009, les PME algériennes (privées et publiques confondues) constituaient une population dont le nombre s'élevait à 408 753 PME, alors qu'elles arrivaient à 455 989 à la fin de cette année, dont 72,86 % faisaient partie du parc privé, et 0,09 % qui constituent des entités appartenant au parc public.

2.3. Programmes de mise à niveau en Algérie

L'expérience algérienne de mise à niveau entamée dès l'année 2000 compte un éventail de programmes initiés dans différents cadres et par différentes institutions, ainsi :

2. 3.1. Le programme Intégré (PI) ONUDI-MIR⁹

En septembre 1998, l'ONUDI a élaboré un programme adapté aux particularités de l'industrie algérienne (le programme ONUDI-MIR de mise à niveau) qui s'inscrit dans un programme plus large dénommé « Programme Intégré pour l'amélioration de la compétitivité et l'appui à la restructuration industrielle en Algérie » (PI). *Ce Programme s'étalait sur une période de 5 ans (octobre 2001- octobre 2006), avec un budget global de 11,4 millions de dollars (\$US), et financé par l'ONUDI, l'Algérie, le PNUD¹⁰, la France et l'Italie. En effet, le PI a réalisé un programme pilote d'appui à la mise à niveau et l'amélioration de la compétitivité des entreprises algériennes.*

2.3.2. Le Programme de l'ex-Ministère de l'Industrie et de la Restructuration (MIR)

Dans le cadre du programme intégré, et conformément au programme du Gouvernement, l'ex- ministère de l'Industrie et de la

⁹ (MIR) : Ministère de l'Industrie et de la Restructuration.

¹⁰ (PNUD) : l'assistance du Programme des Nations Unies pour le Développement.

Restructuration, a engagé « un programme pilote d'appui à la mise à niveau et l'amélioration de la compétitivité des entreprises algériennes », élaboré avec l'assistance de l'ONUDI. Ainsi, ce programme est initié par l'ex MIR, et repris par le MI/MIPI¹¹, et s'inscrit dans un contexte de mondialisation des échanges.

Le Programme MIR trouve son ancrage juridique dans l'article 92 de la loi de finances 2000 qui a retenu la création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « *Fonds de promotion de la compétitivité industrielle* » (F.P.C.I). Ce fonds¹² est ainsi destiné à couvrir les aides financières directes aux entreprises industrielles ou de services liés à l'industrie pour des opérations de mise à niveau pour la promotion de la compétitivité industrielle. En effet, ce Fonds est doté d'un comité national présidé par le ministre chargé de l'industrie et de la restructuration, ordonnateur du Fonds. À cette optique, un dispositif de suivi et d'évaluation du Fonds de promotion de la compétitivité industrielle est mis en place par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'industrie. Ces missions sont confiées au Comité National de la Compétitivité Industrielle.

2. 3.3. Le programme Euro Développement PME (ED-PME)

Le programme Euro Développement PME (ED-PME) s'inscrit dans le cadre du programme d'appui au développement des PME/PMI privées algériennes (MEDA I) qui a fait l'objet d'une convention de financement entre le Gouvernement algérien et la Commission européenne signée le 14 septembre 1999. Ce programme a pour but d'anticiper sur l'entrée en vigueur de l'accord d'association, et de faire en sorte que le programme d'appui au développement des PME/PMI

¹¹ (MIPI) : Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements.

¹² L'arrêté Interministériel du 12 Décembre 2001 détermine la nomenclature des recettes et des dépenses du Fonds de Promotion de la Compétitivité Industrielle, (J.O.R.A, N° 7 du 30 Janvier [2002]).

privées algériennes vise essentiellement le renforcement de la compétitivité des entreprises industrielles en s'alignant sur les standards internationaux d'organisation et de gestion, et l'évolution du comportement managérial de l'entrepreneur, vis-à-vis du marché, et en particulier de l'émergence d'un marché euro-méditerranéen, ainsi que de bonnes pratiques de gestion.

En effet, ce programme s'étalait sur une durée de cinq ans (démarré en juillet 2002 et s'est achevé le 31 décembre 2007), avec « un budget de 63 millions d'euros qui comprend 57 millions d'euros en provenance de la Commission Européenne, 3,5 millions d'euros en provenance de l'État algérien (ministère de la PME et de l'Artisanat) et le reste constituent la participation des entreprises à leurs propres actions ».

2. 3.4. Le Programme National de Mise à Niveau des PME (P.N.M.N)

Partant du fait que les programmes de mise à niveau cités avant ne s'adressaient pas aux PME disposant d'un effectif de moins de 20 salariés, le Ministère de la PME et de l'Artisanat a initié un programme qui prendrait en charge l'ensemble des PME comme définies dans la loi d'orientation de 2001 ainsi que leurs structures d'appui.

Parallèlement au programme ED-PME, ce nouveau programme a été élaboré par le Ministère de la PME et de l'Artisanat, il vise à préparer les PME (notamment celles de moins de 20 salariés) au défi de l'ouverture économique et aux exigences de libre échange afin de les rendre capables de maîtriser l'évolution des techniques et des marchés, et compétitives aux niveaux prix/qualité, et innovation... Ainsi, le Programme National de Mise à Niveau vient en complémentarité aux dispositifs existants (MEDA et ONUDI), il s'appuie juridiquement sur l'article 18 de la loi d'orientation sur la promotion de la PME qui charge le MPMEA d'établir des programmes d'habilitation adéquats afin de développer la

compétitivité des entreprises, et ce, dans le but de promouvoir le produit national afin qu'il soit conforme aux normes internationales. Son principal instrument réside dans l'article 71, modifié, de la loi de finances de 2006, portant création du Fonds National de Mise à Niveau de la PME.

Selon les déclarations officielles¹³, le Programme mis en place à compter de l'année 2007¹⁴ ambitionne de traiter un ensemble de 5 000 entreprises, sur une durée de six années, *particulièrement celles relevant du secteur industriel*. Le financement de ce Programme s'appuie sur des dotations budgétaires de l'ordre de 1 milliard de dinars par an, soit au total six milliards de dinars pour toute sa durée d'exécution.

2. 3.5. Le programme d'appui aux PME/PMI et à la maîtrise des technologies d'information et de communication (PME II)

Mise en place par l'Algérie et l'Union européenne en 2009, le programme d'Appui aux PME/PMI et à la maîtrise des technologies d'information et de communication (PME II) vise à contribuer à la modernisation et au développement du secteur des petites et moyennes entreprises algériennes. Ce nouveau programme a été signé entre le Ministère de la PME et de l'Artisanat et la Commission européenne poursuivant les activités déjà entamées dans le programme EDPme, mais d'une façon plus ciblée. Il s'adresse aux entreprises relevant de certaines filières pilotes ayant engagé des programmes de modernisation en vue de la consolidation de leurs acquis et dans le but de la dissémination des bonnes pratiques au reste des PME de la filière.

En intervenant sous la tutelle du Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), la PME II prévoit la mise à niveau de 500 PME

¹³ MIPI, [2008].

¹⁴ Officiellement ce programme a été lancé en février 2007.

industrielles et non industrielles pour un montant global de 44 millions d'euros destinés au financement d'activités de conseil, de formation et d'études dans les domaines de la mise à niveau des PME, de la qualité et du développement institutionnel, avec une contribution de 40 millions d'euros du côté européen, 3 millions d'euros du côté algérien et d'un (1) million d'euros de la part des PME, ce programme s'étalera sur une période de 4 ans.

2. 3.6. Le nouveau programme national de mise à niveau

Afin de faire entrer les PME dans l'ère de la modernité et de la compétitivité et par *la fusion des ministères de l'Industrie et de la PME, le programme de mise à niveau arrêté, dans le cadre du programme quinquennal [2010-2014], vient d'être lancé en 2011*. L'adhésion des entreprises intéressées est confiée aux délégations régionales de l'Agence Nationale pour le Développement des PME (ANDPME). En intervenant sous la tutelle du Ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement, ce nouveau programme national de mise à niveau prévoit la mise à niveau de 20 000 PME industrielles et non industrielles pour un montant global de 386 milliards de dinars (ANDPME, [2011]).

3. Méthodologie

La présente partie consiste à tester l'impact de la mise en place du programme de mise à niveau (EDPME) sur la compétitivité des petites et moyennes entreprises. Elle est fondée sur une méthode, appelée en outre méthode statique, qui permet ainsi de tester s'il y a eu un changement significatif ou non dans le niveau de compétitivité des entreprises entre les périodes avant et après la mise en œuvre du programme de mise à niveau. La construction analytique est fondée sur le test de Student qui permet d'apprécier la significativité

statistique d'un changement dans chaque variable considérée entre les deux périodes d'observation.

3. 1. Sources de données

Le champ spatial de cette étude empirique couvre un groupe composé de 20 PME oranaises du secteur des *industries manufacturières bénéficiaires du programme de mise niveau « EDPME »*.¹⁵ Elles sont partagées selon deux états différents : les données de ces dernières sont collectées pour l'année 2005 et 2009 présentant ainsi leurs situations avant et après la mise en place du programme.

3. 2. Description de l'échantillon

Notre échantillon est composé de 20 PME partagées sur (7) secteurs industriels ; le secteur agroalimentaire, Chimie & plastique et Pharmacie, Textiles, Industries de bois et papier, Cuirs, peaux & chaussures, le secteur des ISMMEE, et les matériaux de construction.

Tableau 2 : **La répartition des 20 PME enquêtées par secteur d'activité**

Secteur des Industries Manufacturières	Nombre de PME
AGRO Alimentaire	8
Chimie & Plastique et Pharmacie	4
Textiles	2
Industrie de bois & papier	1
Cuirs, Peaux & Chaussures	1
ISMMEE	3
Matériaux de Construction	1
Total	20

Source : Confection personnelle.

3.3. Fondement de l'analyse statistique principale

Cette analyse est fondée sur le principe selon lequel on doit considérer deux échantillons interdépendants qui peuvent être deux

¹⁵ Comme nous l'avons déjà mentionné, le Programme ED-PME est présenté comme ayant eu plus de succès du fait du nombre d'entreprises qui ont été adhérentes. C'est ce qui justifie le choix de notre champ d'étude.

échantillons composés d'observations sur une même variable, mais durant deux périodes distinctes. Plus précisément, nous allons tester si la mise à niveau a permis d'accroître la profitabilité des entreprises, de renforcer la croissance de leur activité, d'améliorer leur productivité, de stimuler des investissements supplémentaires, de réduire le niveau de l'emploi à son niveau optimal, ainsi les coûts de financement par une baisse du niveau d'endettement. En effet, le tableau suivant présente les hypothèses à tester ainsi, la définition des variables à utiliser.

Tableau 3 : Les hypothèses à tester

Caractéristiques	Variables	Relations attendues
P (1) Création de valeur	Rentabilité des Fonds Propres = Résultat Net/Fonds Propres	RFP 2 > RFP1
P (2) Productivité	Productivité des Ventes (PVENTES) = Ventes/Nombre d'employés Productivité (PROD) = Valeur ajoutée/Nombre d'employés Productivité de la Valeur (PRN) = RN/Nombre d'employés	PVENTES 2 > PVENTES 1 PROD 2 > PROD 1 PRN 2 > PRN 1
P (3) Output	Ventes = Chiffre d'affaires réel (CA) Exportations (EXPORT)/Chiffres d'affaires	VENTES 2 > VENTES 1 EXPORT 2 > EXPORT 1
P (4) Emploi	Emploi total (EMPL) = Nombre total d'employés	EMPL 2 < EMPL 1
P (5) Dépenses d'investissements	Investissement (INVES) = Investissements/Chiffre d'affaires	INVEST 2 > INVEST 1
P (6) Endettement	Taux d'endettement (ENDET) = Total des dettes/Actifs Structure de la dette (SDETTE) = Dettes LT/Dettes CT	ENDET 2 < ENDET 1

La première colonne présente les caractéristiques retenues afin d'évaluer les changements de performance enregistrés après l'instauration du programme de mise à niveau (hypothèses P (1)– P (6)). La deuxième colonne fournit les définitions des variables utilisées lors de l'étude empirique. La troisième colonne précise le sens attendu théoriquement du changement dans chaque variable après la mise en place du programme de mise à niveau. Les chiffres 1 et 2 indiquent respectivement, la période avant et après la mise en place du programme. (Megginson et al, [1994]).

4. Résultats et discussion

4.1. Test et résultats de la vérification pratique

Le test *t* de *Student* de différence de moyenne permet de déterminer dans quelle mesure la différence de la compétitivité moyenne entre les deux situations est significative. En effet, il est assimilé à un test paramétrique de changement de structure entre les deux périodes d'observations de la variable considérée. Ainsi, sous l'hypothèse nulle (H_0), aucun changement significatif n'est enregistré pour la variable en question. Ceci signifie que la distribution des observations dans deux échantillons est la même.

Le test implémenté porte sur la différence de moyenne de ces indicateurs entre les deux situations testées. Il a pour objectif de comparer la compétitivité des entreprises, en matière d'indicateurs présentés ci-dessus, afin de savoir si la mise à niveau a un impact positif. En effet, le tableau suivant présente les résultats du test paramétrique « *Student* » :

Tableau 4 : Résultats du test de Student¹⁶

Indicateurs de compétitivité	Statistique	p-value	Décision
La rentabilité des fonds propres (RFP)	1,276	0,217	Non Rejet de H0
La productivité (PROD)	-1,309	0,206	Non Rejet de H0
La productivité de la valeur (PRN)	0,777	0,447	Non Rejet de H0
Productivité des ventes (PVENTES)	-1,000	0,330	Non Rejet de H0
Investissement (INVES)	1,476	0,156	Non Rejet de H0
Taux d'endettement (ENDET)	1,262	0,222	Non Rejet de H0
Structure de la Dette (SDETTE)	-0,236	0,816	Non Rejet de H0
Emploi (EMPL)	1,217	0,239	Non Rejet de H0
Chiffre d'Affaires (CA)	-1,492	0,152	Non Rejet de H0

Source : Nos calculs.

La première colonne du tableau ci-dessus représente la valeur statistique calculée (tc de Student). La deuxième colonne explique nettement la valeur de la probabilité (P – valeur bilatérale). Ainsi, la valeur statistique théorique (t th) du test Student est de **2,093**. Étant donné que cette dernière est supérieure à la valeur statistique calculée, et que la «P – valeur bilatérale» est supérieure au niveau de signification seuil **alpha= 0,05**, on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle H0. Et cela par rapport à l'ensemble des indicateurs de compétitivité présentés. La structure de la dette enregistre par exemple (- 0,236) comme valeur observée, et soit (0,816) comme valeur de la probabilité (P – valeur bilatérale). Alors, le risque de rejeter l'hypothèse nulle H0 alors qu'elle est vraie est de 81,61 %.

4. 3. Évaluation de la vérification pratique

Le processus de mise à niveau est une forme d'aide aux entreprises désireuses de se mettre à niveau. Il représente ainsi, la cheville ouvrière du développement de la PME algérienne. En effet, l'objectif assigné de cette opération vise l'amélioration de leur compétitivité, le maintien de sa part de marché interne et la conquête éventuelle du

¹⁶ Ces résultats sont obtenus par le logiciel XLSTAT.

marché extérieur. D'une part, les résultats escomptés de ce dispositif mis en œuvre concernent la viabilité, la compétitivité des PME et la création d'emploi. D'autre part, et en dépit de ses faiblesses statistiques, notre étude a permis de mettre en exergue les résultats fondamentaux suivants :

- **L'impact du Programme de Mise à Niveau sur la productivité de la valeur et la rentabilité des fonds propres est assez faible**

La politique de mise à niveau conduit nécessairement à une remise en cause et à des restructurations internes au sein des entreprises désireuses de se mettre à niveau. Dans une première phase, ces changements peuvent conduire à une diminution ou une stagnation de la productivité des entreprises bénéficiaires d'une mise à niveau. Ils concernent en particulier des restructurations organisationnelles et technologiques, qui nécessitent un laps de temps d'assimilation et qui sont rarement absorbées de manière instantanée par les entreprises (Bennaceur. S, Ben Youcef. A, Ghazouani. S, et M'Henni. h [2007]). En effet, il convient de noter l'absence d'effets immédiats de la mise à niveau sur les résultats en matière de productivité de la valeur. Ceci peut permettre d'expliquer que les entreprises oranaises n'accordent qu'un intérêt faible à la dynamique à long terme et à la concurrence potentielle dans le futur marché libéralisé.

De manière plus technique, la productivité des ventes (PVENTES), la productivité du travail (PROD) fournissent des hausses en moyenne après la finalisation de la restructuration au sein de l'entreprise. Toutefois, on enregistre des baisses de rentabilité des fonds propres, qui exprime la proportion (Résultat net/Fonds Propres). D'après ces résultats, il est vraisemblable que les entreprises oranaises engagées dans le processus de mise à niveau n'étaient pas encore capables d'améliorer sensiblement leurs productivités de valeur, financière et technique.

- ***L'impact du Programme de Mise à Niveau sur les ventes réelles est positif***

Ce Programme de Mise à Niveau semble avoir exercé une stimulation réelle sur les ventes. Un accroissement du chiffre d'affaires est observé. D'un point de vue technique, pour l'ensemble de l'échantillon, notre résultat est confirmé notamment pour les ventes réelles (variable VENTES) avec un test de Student significatif au seuil de 5 %, soit 65 % des PME enquêtées ont augmenté leurs chiffres d'affaires après la mise en place du Programme de Mise à Niveau. Dans cette acception, deux¹⁷ explications peuvent être fournies :

- La première concerne la nature de l'action. En effet, le volet concernant la commercialisation et le Marketing associé à la mise à niveau semble être rapidement assimilé et à rentabilité immédiate. Les actions de restructuration ou de mise à niveau n'ont pas été difficiles à mettre en œuvre sur ce point et ont eu l'adhésion des professionnels ;
- La seconde explication concerne la vision du PMN pour les entreprises adhérentes. En effet, elles semblent accorder davantage d'intérêt aux marchés locaux et à leur rentabilité immédiate. Ceci se traduit par un impact positif immédiat sur les ventes locales.

Et comme nous l'avons cité en haut, l'indisponibilité, la médiocrité des données ou leur incomplétude ne nous a pas permis de calculer et d'analyser le niveau des exportations (variable EXPORT), et qui est mesuré par le rapport entre les exportations et le chiffre d'affaires.

- ***L'impact du Programme de Mise à Niveau sur la rationalisation de l'emploi est assez faible***

Un programme de mise à niveau est accompagné, en général, de plans de restructuration profonds qui affectent directement ou

¹⁷ Bennaceur. S, Ben Youcef. A, Ghazouani. S, et M'Henni. H, [2007].

indirectement l'emploi. En effet, les attentes théoriques d'un processus de restructuration concernent une vague de rationalisation et de baisse de l'emploi afin d'augmenter la productivité et l'efficacité productive. Les résultats obtenus à l'échelle globale présentent plutôt une baisse du niveau moyen de l'emploi d'environ 155 employés, présentant soit une baisse de presque 5 % de la totalité des entreprises recensées par rapport à l'année de base (2005).

- L'impact du Programme de Mise à Niveau sur l'investissement est positif

Nonobstant des limites observées sur le marché du crédit et du financement de la production, qui constituent en effet, des obstacles majeurs à l'heure actuelle, les résultats concernant l'investissement sont ainsi probants. De ce fait, il semble que les firmes ont réagi de manière forte pour accroître le niveau d'investissement puisque 75 % des PME enquêtées ont apporté une différence positive. C'est ce qui exprime que l'investissement est bien stimulé par le Programme.

- Le désendettement n'a pas été enregistré

Enfin, une note négative concerne l'évolution du niveau d'endettement, puisqu'une augmentation est observée pour les deux mesures de l'endettement, à savoir la structure de la dette, ainsi que le taux d'endettement. Le programme a permis beaucoup plus le rééquilibrage de la situation financière de ces entreprises, mais tel qu'il est présenté, il nous semble difficile de réaliser une telle ambition.

Ces résultats indiquent qu'il n'existe pas un changement statistiquement significatif entre les deux situations testées (rejet de H1), concernant ainsi les 9 indicateurs de compétitivité sur lesquels le test statistique, de vérification de l'effet positif de la mise à niveau sur la compétitivité des entreprises a été mis en évidence. Ce qui suggère

que la mise à niveau n'a pas vraiment eu un impact significatif sur la compétitivité représentée par ces indicateurs susmentionnés.

Autrement dit, les résultats du test statistique obtenus n'offrent pas une preuve convaincante que la mise à niveau a permis d'améliorer la compétitivité des entreprises, ce test paramétrique atteste que la mise à niveau n'a pas joué un rôle décisif sur les indicateurs de compétitivité. Malgré les insuffisances de notre enquête, l'échantillon étudié nous a permis de constater que la mise à niveau des PME algériennes n'a pas été engagée avec beaucoup de conviction. En effet, le programme de mise à niveau représente une forme d'aide aux entreprises désireuses de se mettre à niveau. Mais tel qu'il est conduit dans notre enquête, il nous semble difficile de réaliser une telle ambition.

CONCLUSION

Dans ce cadre, et concernant cette problématique, il est à préciser d'après un rapport¹⁸ commun du ministère de la Petite et Moyenne Entreprise (MPMEA, [2007]) et de l'Artisanat et de la Commission européenne associés dans l'organisme dénommé Euro-Développement PME (ED-PME) que, le secteur des petites et moyennes entreprises est, en effet, soumis à un éventail de contraintes et obstacles institutionnels à la promotion, et à la réalisation d'une compétitivité continue de ces entités économiques importantes.

Les PME algériennes éprouvent donc d'énormes difficultés à survivre et à réaliser une compétitivité continue. Elles ont d'emblée un double défi, celui d'évoluer dans un environnement local encore instable en raison de la transition économique inachevée, et de devoir

¹⁸ Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), « Commission Européenne, Euro-Développement PME », Rapport final, Décembre, 2007.

se faire une place dans un environnement désormais mondial. Dans cette optique, nous avons relevé les cinq facteurs explicatifs suivants :

Le montant moyen de l'aide financière par entreprise reste insuffisant pour pouvoir influencer positivement sur sa compétitivité. Ainsi, la question du financement des investissements est un élément essentiel de succès du programme de mise à niveau et l'État et le système financier ont un rôle important à jouer dans ce cadre. Le programme ED-PME, ne semble, quant à lui, avoir tenu compte de cette nécessité que par le volume de la contribution de l'UE qui s'élève à 57.000.000 €, alors que celle de l'Etat n'a atteint que 3.400.000 €, soit 5,33 % du total, les entreprises couvrant le reste avec 2.500.000 € (MIPI [2008]).

Or, d'après le MIPI, ce programme ne comporte pas d'aides aux investissements matériels à l'exception d'une contribution marginale aux matériels informatiques associés aux fournitures de logiciels (MIPI [2008]¹⁹). De ce fait, le montant moyen de l'aide financière par firme reste assez faible pour pouvoir influencer positivement sur ses performances.

La relation entreprise industrielle – secteur bancaire handicape le fonctionnement du processus de mise à niveau : en effet, les conditions d'exercice actuelles du secteur bancaire et l'absence de fonds de garantie suffisants pèsent lourdement sur le financement de l'investissement des entreprises.

L'absence de banques de données ou l'insuffisance des sources statistiques officielles handicapent toute tentative d'évaluation sérieuse du suivi précis de l'ampleur des programmes de mise à niveau

L'absence de banques de données et de statistiques fiables concernant les indicateurs constitue un vrai obstacle limitant

¹⁹ Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissement, « Projet de stratégie et politiques de mise à niveau », document interne, Novembre, 2008, P 35.

l'appréciation des risques et des opportunités pour ces entreprises, ainsi que le calcul des différents indices indispensables pour se positionner sur le marché international.

La faiblesse de l'impact de mise à niveau sur la compétitivité des entreprises témoigne de la multiplicité des acteurs et la pluralité des programmes.

La multiplication des institutions, des acteurs et des programmes a contribué à l'échec relatif de la politique de mise à niveau. En effet, « la concurrence entre institutions gouvernant les programmes – ministères, autorités spécifiques, associations ont conduit à un émiettement du suivi et à des coûts de transactions élevées pour les PME qui ont préféré l'abandon du programme » (Bennaceur. S, Ben Youcef. A, Ghazouani. S, et M'Henni. h [2007]).

La politique de mise à niveau est une exigence permanente. Elle ne peut pas être prise comme un effort ponctuel à réaliser à un moment donné et une fois pour toutes : la politique de mise à niveau est une politique structurelle à long terme. Elle nécessite ainsi d'être inscrite dans la durée. En fait, les objectifs d'un Programme de Mise à Niveau vont au-delà de la simple restructuration des firmes pour affronter la concurrence internationale dans le cadre de la ZLE, tant il est vrai que la vie économique ne s'arrêtera pas en 2017.

Enfin, nous estimons que de nouvelles actions doivent être initiées par les pouvoirs publics algériens ; pour d'un côté, amener davantage les petites et moyennes entreprises à se mettre à niveau, puisque face à de tels défis, la compétitivité s'affirme comme une opportunité majeure permettant aux entreprises algériennes d'asseoir leur image de marque, ou tout au moins de survivre sur le marché local et d'un autre côté, pour atteindre un certain degré de compétitivité qui leur permettra de faire face à l'établissement de la ZLE avec l'Union européenne. Cette phase de transition de l'économie de marché exige de la part de ces entités, ainsi que de leurs ressources humaines des adaptations nécessaires aux nouveaux changements, et particulièrement économiques.

Références bibliographiques

Abedou Ab., Bouyacoub A. & Kherbachi H., (2013), «L'entreprenariat en Algérie 2011», Global Entrepreneurship Monitor (GEM), GIZ (Allemagne) CREAD (Alger), Janvier, 125 pages.

Abedou Ab., Bouyacoub A. & Kherbachi H., (2014), «L'entreprenariat en Algérie 2012», Global Entrepreneurship Monitor (GEM), GIZ (Allemagne) CREAD (Alger), Janvier, 125 pages.

Aiginger. K., (2008), « La compétitivité des entreprises, des régions et des pays », La Vie économique Revue de politique économique, Mars, P 19.

Autor, D. D., Dorn L. F., Katz, Patterson C., & Van Reenen J., (2017) *Concentrating on the Fall of the Labor Share*, document de travail no 23108, National Bureau of Economic Research.

Azouaou L., Belouard N., (2010), « La politique de mise à niveau des PME algériennes: Enlisement ou nouveau départ? », In Colloque International, « Stratégie de développement : Quel chemin parcouru? Quelles réponses face aux nouvelles contraintes économiques et climatiques? », 21-23 Juin, Hammamet, Tunisie.

Bougault H. & Filipiak E., (2005), « Les programmes de mise à niveau des entreprises: Tunisie, Maroc, Sénégal », Département de la Recherche Agence Française de Développement, Paris.

Bouyacoub A., (2004), « Les petites et moyennes Entreprises en Algérie : Quelles réalités ? », In « Entrepreneurs et PME ; Approches algéro- françaises », L'harmattan, P 75- 94.

Bouri N., (2012), « Compétitivité et mise à niveau des PME : Logique et résultats ? », Mémoire de Magister en Économie et Management, Mars, Oran, Algérie.

Bouri N., (2016), « Quelle performance pour les PME de la wilaya d'Oran ? », Thèse de doctorat en Économie et Management, Université d'Oran 2, Algérie.

Cadieux L., Raymond. L, et St-Pierre. J, (2012), « Fondateurs, successeurs et repreneurs: Quel impact sur la performance de la PME?», In 10^{ème} Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME, Bordeaux, France.

Commission Européenne, (2007), « Programme d'appui aux PME /PMI : des résultats et une expérience à transmettre », Rapport final.

Daoud S., (2013), « Structuration Sectorielle Et Contribution Des Pme Algériennes Au Commerce Extérieur», In Colloque international : « Évaluation des effets des programmes d'investissement publics [2001-2014] et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique », 11-12 Mars, Sétif, Algérie.

Dhaoui. M. L., (2003), « Restructuration, mise à niveau et compétitivité industrielle », In actes du Séminaire International : « Diagnostic Stratégique pour la Mise à Niveau », Mai.

Elhamma. A., (2012), « Contrôle de gestion et performance : Cas des PME marocaines», Communication au Colloque internationale « Management des PME et compétitivité territoriale », 22 -23 Mars, ENCG Fès.

Forum économique mondial (FEM) (2016a). *Digital Transformation of Industries: Logistics Industry*, livre blanc du Forum économique mondial préparé en collaboration avec Accenture.

Forum économique mondial (FEM) (2016c). *Digital Transformation of Industries: Automotive Industry*, livre blanc du Forum économique mondial préparé en collaboration avec Accenture.

Frey, C. B., and Osborne M. A., (2017). « The Future of Employment: How Susceptible Are Jobs to Computerisation? », *Technological Forecasting and Social Change*, vol. 114, no C, p. 254-280.

Fung B., & Halaburda H., (2016). *Central Bank Digital Currencies: A Framework for Assessing Why and How*, document d'analyse du personnel no 2016-22, Banque du Canada.

Henri A.O., & Thierry. Yogo, (2012), « Capital Social et Performances des Entreprises au Cameroun », Rapport de Recherche du FR-CIEA²⁰ No 24/12 ; Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion - Université de Yaoundé II- Juin, Yaoundé, Cameroun.

Joyal A., Sabeg M., & Torres O., (direction), (2010), «La PME Algérienne et le défi à l'internationalisation» : Expériences étrangères, l'Harmattan, Paris.

Katlane Ben Mlouka S., (2004), « Processus de compétitivité : Facteurs et évaluation : Application aux entreprises tunisiennes », In 5ème Congrès International de l'Académie de l'Entrepreneuriat, PP 1-3.

Laghzaoui S., (2006), « L'internationalisation des PME : Pour une relecture en termes de Ressources et compétences», In 8ème congrès international Francophone en Entrepreneuriat et PME : « L'internationalisation des PME et ses conséquences sur les stratégies entrepreneuriales », 25, 26, 27 octobre, Haute école de gestion (HEG) Fribourg, Suisse.

Madoui M., Boukrif M., (2009), « De l'économie administrée à l'économie de marché : Les PME à l'épreuve de la mise à niveau des entreprises en Algérie », Colloque international : « La vulnérabilité des TPE et des PME dans un environnement mondialisé », 27 au 29 Mai 2009, P 5.

Marniesse S., & Filipiak E., (2003), « Compétitivité et mise à niveau des entreprises : Approches théorique, et déclinaisons opérationnelles », Agence Française de Développement.

Melbouci L., (2004), « Les enjeux de la PME algérienne dans l'ouverture économique : une approche par les ressources ». Colloque national du centre Universitaire de Saïda 14 et 15 décembre.

Ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement, (2012), « Bulletin d'information statistique de la PME, N° 21 ».

²⁰ Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires (FR-CIEA).

Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissement, (2008), « Projet de stratégie et politiques de mise à niveau », document interne, Novembre.

Ministère de l'industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement - ANDPME, (2011), « la nomenclature des dépenses: Les Aides Financières relatives au programme national de mise à niveau», Document interne, P 1-3.

Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2009), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 16 ».

Ministère des Participations et la Promotion des Investissements, (2007), « Stratégie et politiques de relance et de développement industriels », Imprimerie Officielle, Alger.

O.N.U.D.I, (2006), « Programme intégré pour l'amélioration de la compétitivité et l'appui à la restructuration industrielle en Algérie », ONUDI, Août.

ANNEXES

- Emplois

Variable	Observations	Obs. avec données manquantes	Obs. sans données manquantes	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
Nbre d'employés 2005	20	0	20	7,000	248,000	63,750	70,898
Nbre d'employés 2009	20	0	20	10,000	240,000	56,000	56,815

- Le Chiffre d'Affaires

Variable	Observations	Obs. avec données manquantes	Obs. sans données manquantes	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
CA réel 2005	20	0	20	1674631,000	2308040292,000	252209615,000	521163576,113
CA réel 2009	20	0	20	700000,000	4049250392,000	392225436,700	920242159,394

- La productivité

Variable	Observations	Obs. avec données manquantes	Obs. sans données manquantes	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
PROD 2005	20	0	20	-309989,500	2340628,720	617312,565	569388,002
PROD 2009	20	0	20	-254450,760	3401590,130	913556,676	956741,388

- La productivité des ventes

Variable	Observations	Obs. avec données manquantes	Obs. sans données manquantes	Minimum	Maximum	Moyenne
PVENTES	20	0	20	47181,410	14783210,850	3560193,964
PVENTES	20	0	20	70000,000	41306974,970	5013848,742

- Productivité de la valeur

Variable	Observations	Obs. avec données manquantes	Obs. sans données manquantes	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
PRN 2005	20	0	20	-379470,500	763965,810	99473,651	251233,832
PRN 2009	20	0	20	-4724911,130	993393,912	-76748,846	1147251,273

- La rentabilité des Fonds Propres

Variable	Observations	Obs. avec données manquantes	Obs. sans données manquantes	Minimum	Maximum
RN/ Fonds Propres 2005	20	0	20	-2,353	7,142
RN/ Fonds Propres 2009	20	0	20	-0,786	2,865

- Dépenses d'investissement

Variable	Observations	Obs. avec données manquantes	Obs. sans données manquantes	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
INV/CA 2005	20	0	20	0,001	21,870	2,176	5,031
INV/CA 2009	20	0	20	0,000	8,062	1,112	1,902

- Structure de la dette

Variable	Observations	Obs. avec données manquantes	Obs. sans données manquantes	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
DLT/DCT	20	0	20	0,000	8,620	0,802	2,050
DLT/DCT	20	0	20	0,000	9,349	0,820	2,236

- Taux d'Endettement

Variable	Observations	Obs. avec données manquantes	Obs. sans données manquantes	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
Σ Dettes/ Σ Actifs 2005	20	0	20	0,090	2,136	0,694	0,421
Σ Dettes/ Σ Actif 2009	20	0	20	0,170	0,957	0,570	0,239